

« Négationnisme économique » : l'affaire Cahuc

 alterecoplus.fr/negationnisme-economique-laffaire-cahuc/00012140



Pierre Cahuc, auteur avec André Zylberberg d'un ouvrage d'une rare violence dans le monde des économistes.. ©Bruno LEVY/CHALLENGES-REA

Ce serait risible si cela n'était pas grave. Pierre Cahuc et André Zylberberg viennent de publier *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*. L'ossature du livre repose sur un syllogisme simple : les économistes mainstream travaillant à partir d'une méthode scientifique, leurs résultats disent la vérité ; ceux qui les contestent sont de faux savants qui nient la réalité, des négationnistes, au même titre que les personnes qui nient l'existence de la shoah durant la Seconde Guerre mondiale ; il faut donc se débarrasser d'eux en les privant de tout accès aux médias afin de préserver la pureté du débat.

C'est un ouvrage d'une rare violence dans le monde des économistes. Qui plus est, les auteurs refusent la possibilité même d'une discussion à ceux qui ne partageraient pas leur point de vue : s'ils sont économistes, il faut les excommunier ; s'ils ne le sont pas, tout propos les contestant est présenté par avance comme de la rhétorique négationniste.

C'est un ouvrage d'une rare violence dans le monde des économistes

Dans ces conditions *Alternatives Economiques* a hésité à commenter ce livre. On ne débat pas avec l'Inquisition et sa police de la pensée. Pourtant, trois raisons nous y ont finalement poussés. D'abord, la brutalité du propos assure à l'ouvrage une présence médiatique importante. Ensuite, *Alternatives Economiques* est directement attaqué dans l'ouvrage, à partir de manipulations grossières nous le montrerons, avec un appel explicite à faire fuir une partie de nos lecteurs. Dans un moment où, comme le reste de la presse, nous sommes fragilisés, l'objectif, a priori inédit de la part d'économistes, est clairement de tuer économiquement notre entreprise et ses emplois.

Enfin, lorsque l'on se comporte avec une telle violence, il faut être solide, à la fois sur le plan intellectuel et personnel. Suite aux débats suscités par le livre, *Alternatives Economiques* a reçu des informations décrivant un comportement pour le moins stupéfiant de monsieur Pierre Cahuc lors des débats sur la loi travail, que nous sommes donc en mesure de révéler.

L'économie est-elle une science ?

Après un départ en fanfare qui donne d'emblée le ton d'agressivité extrême de l'ouvrage, les auteurs relâchent un peu la pression en arrivant à nous faire rire dès la page 27 : « les économistes 'orthodoxes' représentent l'écrasante majorité des chercheurs dans le monde ». C'est incontestable : si les hétérodoxes étaient

majoritaires, on les appellerait... les orthodoxes !

Plus sérieusement, qu'est-ce qui définit la qualité scientifique du travail des économistes du courant dominant, une hypothèse dont l'affirmation représente la prémisse du syllogisme ?

D'abord, une méthode expérimentale : pour toute question qu'elle traite, « *l'analyse économique compare des groupes tests au sein desquels [d]es mesures ont été mises en œuvre, avec des groupes de contrôle où elles n'ont pas été mises en œuvre* » (p. 14). On compare par exemple deux territoires proches économiquement et on regarde ce qui se passe en termes d'emploi quand l'un augmente le SMIC et pas l'autre. Ensuite, les résultats de ces tests font l'objet d'articles soumis à des revues qui ne les publient que lorsqu'elles jugent leur qualité suffisante, une validation par les pairs qui assurent la valeur de l'étude proposée.

Les affirmations des deux auteurs ne font pas consensus chez les économistes

Cette présentation fait-elle consensus chez les économistes ? [Interrogé par Les Echos](#) le 9 septembre dernier, Philippe Aghion, un ancien professeur de Harvard aujourd'hui au Collège de France ne croit pas « *qu'il faille ignorer les études scientifiques au principe qu'elles ne sont pas publiées dans les meilleures revues, comme semblent le sous-entendre Pierre Cahuc et André Zylberberg. Nouriel Roubini avait prévu la crise économique. A-t-il publié sa thèse dans une "top revue" à l'époque ? Non. Par ailleurs, les meilleures revues scientifiques tendent à publier des études empiriques très bien identifiées, mais pas forcément transposables. En particulier, ce sont rarement des études sur les effets de politiques ou réformes systémiques. Faut-il alors renoncer à commenter les effets de telles réformes ?* ». Interviewé également, Pierre-Noël Giraud, professeur à Mines Paris Tech et Dauphine affirme que « *l'économie n'est pas une science expérimentale, purement inductive et traitant des "faits" bruts qui ne sont que des statistiques, au sens de la médecine quand elle teste des médicaments. En effet, l'expérience en économie n'est jamais reproductible (sauf à la rigueur au micro niveau des expériences de moustiquaires à la Esther Duflo), elle ne peut jamais être « suffisamment » séparée de son environnement sociétal* ».

Pour aller dans le même sens, on mentionnera [cette étude empirique](#) qui a demandé aux économistes ayant publié dans des revues américaines de fournir leurs données afin de tenter de réaliser le même travail pour voir s'ils obtenaient les mêmes résultats. Si l'on met de côté deux articles pour lesquels ils ne disposaient pas des logiciels appropriés et six autres utilisant des données confidentielles, cela donne un taux de reproduction final de 49 %. En clair, lorsque nos deux économistes citent une étude pour justifier leur point de vue, sachez qu'il ne faut le croire, littéralement, qu'à moitié !

Angus Deaton, prix 2015 de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel, un gage de sérieux dans le petit monde des économistes, liste également [un nombre assez impressionnant de critiques](#) à l'encontre de la méthode expérimentale qui fait tant briller les yeux de nos deux auteurs : les causes réelles de ce que l'on observe restent incertaines, les résultats peuvent être dus au hasard, ne donnent que des résultats en moyenne sans que l'on sache comment sont affectées l'ensemble des populations concernées, etc., etc.

Selon ses propres critères, Monsieur Cahuc avance des idées qui ne respectent pas la bonne méthode et doit donc être rangé chez les négationnistes ! Du grand n'importe quoi

Le chercheur André Orléan démontre de son côté dans une longue analyse combien les deux auteurs du livre ne connaissent, en fait, pas grand-chose aux questions épistémologiques en général et à la méthode expérimentale en particulier. Un argument notamment, pas le plus profond mais le plus étonnant, est avancé : sur les quinze derniers articles publiés entre 2002 et aujourd'hui par monsieur Pierre Cahuc, aucun n'a recours à la méthode expérimentale censée assurer la qualité scientifique des auteurs. Selon ses propres critères, Monsieur Cahuc avance donc des idées qui ne respectent pas la bonne méthode et doit donc être rangé chez les négationnistes ! Du grand n'importe quoi.

Petites et grosses manipulations (I) : Alternatives Economiques

Encore plus gênant pour un livre censé porter la bonne parole de la vérité scientifique, il est rempli de manipulations. Des petites et des plus grosses. A tout seigneur, tout honneur, les lecteurs ne nous en voudront pas de commencer par les deux attaques dont fait l'objet *Alternatives Economiques*, promu au rang d'institution

tellement puissante qu'il faille tenter de la tuer. Notre petite équipe en a quand même ressenti une certaine fierté !

La première flèche est dirigée contre une phrase, une seule, de notre ancien rédacteur en chef, ancien PDG et éditorialiste Philippe Frémeaux qui nous vaut une première mention de laveurs de cerveaux des lycéens qui nous lisent et de leurs professeurs. Les deux auteurs commencent par citer Frédéric Lordon affirmant que pour les économistes du courant dominant, « *il n'y a même pas à dire que ce sont des vendus, car ils n'avaient pas besoin d'être achetés : ils étaient acquis dès le départ. Ou bien ils se sont offerts avec joie* » au camp des puissants et des dominants de l'économie et de la finance. « *Ce discours est repris pratiquement mot pour mot par le magazine Alternatives Economiques* », suit la citation de Frémeaux selon laquelle « *nos experts ne sont pas vendus au système, mais lui sont simplement acquis* » (p. 29).

Notre journaliste s'exprime en mars 2012 et Frédéric Lordon en juillet, soit après lui. Mais c'est pourtant notre éditorialiste inféodé qui l'a repris...

La manipulation est ici double. D'une part, les références des deux citations indiquent que Philippe Frémeaux s'est exprimé en mars 2012 et Frédéric Lordon en juillet, soit après lui. Mais c'est pourtant notre éditorialiste inféodé qui l'a repris... D'autre part, là où Lordon dénonçait des économistes personnellement au service des forces économiques et financières dominantes, l'intégralité de la citation de Frémeaux est intéressante : « *Pour ma part, j'aurais tendance à dire que nos experts ne sont pas vendus au système, mais lui sont simplement acquis. Ils pensent que le capitalisme, en dépit de tous ses défauts, est la seule voie possible. Ce qui n'interdit pas de le réformer à la marge, mais sans renverser la table* ». Quel lecteur sérieux peut rassembler les deux propos sous une même bannière ?

Même pratique dans la seconde attaque dont nous faisons l'objet. Elle porte cette fois sur l'engagement du journal en faveur de la réduction du temps de travail, en particulier dans notre numéro de mai 2016 qui comporte un appel à remettre le temps de travail au cœur du débat. Alors que nous sommes présentés comme des ayatollahs du sujet, que dit la partie du texte, non citée, de notre appel ? « *Nous avons pleinement conscience de la difficulté de l'exercice tant en termes de financement que d'organisation des entreprises, mais cette question doit revenir au cœur du débat public* ». A ces précautions et à cette demande de pouvoir débattre du sujet, nos deux accusateurs publics répondent : « *un parfait exemple de négationnisme* » (p. 169) car « *toutes les études publiées par les revues académiques dignes de ce nom montrent que le partage du travail ne crée pas d'emplois* ».

Pourquoi cherchent-ils à tuer économiquement l'entreprise *Alternatives Economiques* ?

Jean Tirole a tenu récemment le même propos. Mais lorsque que je l'ai [interviewé sur France Inter](#) sur le sujet, il a fini par admettre qu'arriver à une conclusion claire, « *c'est compliqué* »... D'ailleurs, nos deux auteurs admettent que faire le bilan emploi des 35 heures est difficile car plusieurs facteurs jouent (baisse des cotisations, réorganisation des entreprises). Mais, ils ont choisi : la RTT n'y a joué aucun rôle. L'économiste [Eric Heyer a pourtant déjà montré](#) que le soi-disant consensus scientifique sur le sujet n'existe pas. Leur réponse ? Une seule étude pour la France a montré que l'Alsace Moselle n'a pas créé plus d'emplois que les départements limitrophes lorsqu'elle a bénéficié d'une réduction du temps de travail... de 20 minutes par semaine ! No comment...

Ou plutôt si, un commentaire : comment expliquer ces attaques contre notre journal ? A chaque fois, ces deux économistes soulignent que nous donnons de mauvaises pensées économiques aux lycéens et aux professeurs qui nous lisent, leur intimant de facto d'arrêter de le faire. Ils citent avec précision notre diffusion et suivent visiblement nos écrits. Ils savent donc que, comme le reste de la presse, nous connaissons des difficultés, que nous sommes en train de surmonter grâce au soutien de nos lecteurs. Par une mise en cause à l'aide de procédés discutables, ils avancent la dernière branche de leur raisonnement : faire disparaître ceux qui ne pensent pas bien. Un combat politique qui reprend les propos anciens de la frange la plus extrême du patronat dont nos deux scientifiques neutres et objectifs s'accommodent bien.

Petites et grosses manipulations (II) : thèmes divers

Si nous ne pouvions laisser ces attaques sans réponse, *Alternatives Economiques* n'est en fait qu'un petit épisode dans la série de manipulations des auteurs. Signalons déjà que, bien qu'ils demandent de se méfier des toutologues qui se croient spécialistes en tout, les voilà qui donnent des leçons sur ce qu'il faut penser des questions traitant du sort des enfants défavorisés, du salaire minimum, de la politique industrielle, de la stabilité financière, de l'impôt, de la dépense publique, de l'immigration et de la réduction du temps de travail. Ne parlant pas à tort et à travers, nul doute qu'ils maîtrisent parfaitement toute la littérature sur tous ces sujets. Malheureusement, sur plusieurs des thèmes traités éclate au mieux leur incompetence, au pire leur mauvaise foi (ou l'inverse !).

Sur plusieurs des thèmes traités éclate au mieux leur incompetence, au pire leur mauvaise foi (ou l'inverse !)

Prenons le chapitre consacré à la finance. La crise des subprimes, répètent-ils, est essentiellement le fait des non remboursements des prêts immobiliers des ménages modestes. Connaissent-ils ce [NBER Working Paper](#) de 2015, fondé sur un travail empirique, qui démontre que l'essentiel des défauts de paiements durant la crise proviennent des classes moyennes et aisées ? Egrenant la vulgate libérale sur le sujet, ils expliquent que la crise ne résulte pas de la libéralisation financière mais des politiques publiques visant à favoriser l'accès au logement des ménages modestes (p. 88). Quelle étude le démontre ? Aucune n'est citée. Pourquoi ? Il n'y en pas. Et j'ai une bonne nouvelle pour eux : agacé par tous les arguments avancés par les conservateurs et les libéraux, Barry Ritholz, dirigeant d'Equity Research, une entreprise de recherche quantitative sur la finance, a fini par lancer un défi sur son site, proposant à tous ceux qui pensent pouvoir démontrer que les politiques publiques sont responsables de la crise de parier entre 10 000 et 100 000 dollars de leur propre argent qu'il parviendra à démonter leurs arguments. J'attends avec impatience le résultat de ce pari dans lequel nos deux « experts » vont assurément se lancer.

Les économistes des grandes institutions internationales obéissent aux intérêts des Etats dominants et ne sont donc pas sérieux

La finance est-elle toujours favorable à la croissance ? Ceux qui le nient sont des négationnistes. Alors bienvenue au club des négationnistes messieurs [les économistes du FMI](#), [de la BRI](#) et [de l'OCDE](#) qui ont soutenu ce point de vue ! Interviewé à l'émission de France Culture La Grande table du 5 septembre dernier, Pierre Cahuc a déclaré « *une étude du FMI n'est pas une étude indépendante. Le FMI représente les intérêts des grands Etats de la planète* ». Un commentaire qui vaut donc pour toutes les institutions publiques internationales dont les économistes sont ainsi renvoyés d'un revers de main vers le négationnisme. La liste s'allonge... Ainsi, les « grands Etats de la planète » commandent-il en secret des études pour démontrer que trop de finance peut tuer la croissance car cela sert leurs intérêts cachés. Nous voilà en plein complotisme et en plein ridicule dans un livre qui prétend donner des leçons de vérité scientifique. Misère...

On pourrait multiplier les exemples au fil des chapitres mais cet article est déjà trop long. Et il nous faut le finir par ce que l'on baptisera « l'affaire Cahuc ».

L'affaire Cahuc

On se rappelle que la loi travail a donné lieu à de virulents débats politiques, syndicaux mais aussi entre économistes. Dans la version papier du journal Le Monde du 5 mars 2016, Pierre Cahuc et plusieurs autres économistes ont signé [une tribune](#) en défense de la loi travail. Loin de faire consensus, leurs arguments ont été contestés par [une autre tribune](#) parue dans la version papier du même journal le 10 mars, signée par un ensemble d'autres économistes.

Quelle n'a pas été la surprise de ces derniers de recevoir peu de temps après un mel de monsieur Cahuc. Je l'ai reçu de trois personnes différentes afin de pouvoir être certain de son contenu. Dans un premier paragraphe, l'économiste s'étonne que ses détracteurs aient cité telle étude pour soutenir leur propos, conteste sa validité et en fournit d'autres qui lui paraissent plus solides. Jusque-là, tout est normal.

« *Je ne pense pas que dénoncer une potentielle incompetence ou volonté de manipulation de la part de collègues chercheurs par voie de presse rende service à notre discipline* ». Signé : Cahuc !

La suite est plus surprenante. « *Je ne pense pas que dénoncer une potentielle incompétence ou volonté de manipulation de la part de collègues chercheurs par voie de presse rende service à notre discipline* ». On en reste stupéfait ! L'auteur de ce propos est le coproducteur d'un ouvrage de 240 pages, dont il assure dans la presse une large promotion, pour faire exactement ce qu'il dénonce, une dénonciation outrageuse de l'incompétence de ceux qui ne pensent pas comme lui ! Ce qui lui vaut une réponse de la même aune, par exemple de [Henry Sterdiniak dans le Nouvel Observateur](#) : « *un pamphlet ignoble* », « *un appel direct à l'épuration* ».

Ce n'est pas tout. La fin est plus inquiétante : « *Il me semble que ce type de débats devrait plutôt faire l'objet de séminaires qui nous permettent de nous faire une opinion mieux établie grâce à des échanges d'idées dans un cadre serein* ». En clair : les amis, quand il n'y a pas consensus entre nous, surtout n'en faites pas un débat public, après les gens vont croire qu'il y a plusieurs politiques possibles en économie, c'est pas bon pour notre image ça. Surtout pas de débat. Et encore, tous n'ont pas reçu cet appel : par exemple, Philippe Askénazy, chercheur au CNRS ou Xavier Timbeau, directeur principal à l'OFCE, signataires de la tribune mais sûrement trop négationnistes, n'ont pas été conviés, l'auteur du mel ajoutant l'ostracisme à son comportement démocratiquement douteux.

L'auteur du mel ajoute l'ostracisme à un comportement démocratiquement douteux

Ce violent appel à refuser l'existence même d'un débat est réitéré à la fin du livre. Les deux auteurs demandent tout bonnement aux journalistes de cesser de donner la parole à ceux qui ne pensent pas comme eux. Des représentants de divers médias ont publié un texte pour souligner l'horreur politique de tels procédés.

Des motivations incompréhensibles

Il est difficile de comprendre le comportement de ces économistes. Figures importantes de l'économie mainstream, ils détiennent les labos, les budgets, les instances de sélection des professeurs, etc. La grande majorité des chroniques économiques de l'audiovisuel privé et public sont adeptes de leurs recommandations. Alors qu'ils contrôlent puissamment la profession et l'information publique, leur rêve est d'éliminer totalement ce qu'il reste de pensée économique hétérodoxe. A quelles sources puisent donc leurs motivations ?

Il est difficile de comprendre le comportement de ces économistes qui sont déjà largement dominants

En tout état de cause, lorsque leurs représentants ont promis au gouvernement de faire attention dans la sélection des professeurs d'université à laisser de la place à la diversité des méthodes scientifiques et des sujets, on est certain aujourd'hui que cela ne sera pas le cas. Si ce gouvernement tient à l'avenir de la diversité de la pensée économique en France, il doit absolument et rapidement ouvrir une autre voie de sélection et laisser jouer la concurrence des idées entre les économistes. Sinon la violence du mainstream détruira tout débat économique en France.